

ATDx

BP 79058
30972 NIMES CEDEX 9
Tél. : 04.66.38.61.58
Fax : 04.66.38.61.59

**DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER
UNE CARRIERE ET UNE INSTALLATION
DE TRAITEMENT ET DE TRANSIT DE MATERIAUX**

ICPE 2510-1 et 2515-1 et 2517-1

**Lieu-dit "Bois de Saint-Laurent"
Commune de Saint-Laurent-la-Vernède (30)**



Parc d'activités de Laurade
13103 Saint Etienne du Grès
Tél. : 04.90.39.31.95
Fax : 04.90.39.16.42

NOTICE D'HYGIENE ET DE SECURITE



BP 79058
30972 NIMES CEDEX 9
Tél. : 04.66.38.61.58
Fax : 04.66.38.61.59

**DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER
UNE CARRIERE ET UNE INSTALLATION
DE TRAITEMENT ET DE TRANSIT DE MATERIAUX**

ICPE 2510-1 et 2515-1 et 2517-1

**Lieu-dit "Bois de Saint-Laurent"
Commune de Saint-Laurent-la-Vernède (30)**



Parc d'activités de Laurade
13103 Saint Etienne du Grès
Tél. : 04.90.39.31.95
Fax : 04.90.39.16.42

SOMMAIRE

1	INTRODUCTION	4
2	DISPOSITIONS GENERALES.....	5
3	INSTITUTIONS ET ORGANISMES DE PREVENTION.....	6
3.1	LE CHSCT (COMITE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL)	6
3.2	LES SERVICES DE SANTE AU TRAVAIL	6
3.3	LE SERVICE SOCIAL DU TRAVAIL ET AUTRES INSTITUTIONS.....	7
3.4	PARTICULARITE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES	7
4	ORGANISATION DE LA SECURITE.....	7
4.1	RESPONSABILITE ET DISPOSITIF DE SECURITE	7
4.2	EFFECTIF CONCERNE	8
4.3	ALERTE, EVACUATION, SECOURS EN CAS D'ACCIDENT	8
4.4	DOCUMENT DE SECURITE ET DE SANTE (DSS) OU DOCUMENT UNIQUE (DU) D'EVALUATION DES RISQUES	9
4.5	CONSIGNES.....	9
5	FORMATION ET INFORMATION DU PERSONNEL EN MATIERE DE SECURITE.....	9
5.1	FORMATION DE L'ENSEMBLE DU PERSONNEL	9
5.2	INFORMATION DU PERSONNEL	9
6	DOCUMENTS DE SECURITE	10
6.1	DOCUMENT UNIQUE ET DOCUMENT DE SANTE ET DE SECURITE	10
6.2	DOSSIERS DE PRESCRIPTIONS.....	10
6.3	PLAN DE SECURITE INCENDIE ET CONSIGNES	11
7	AMENAGEMENT DES LIEUX DE TRAVAIL.....	11
7.1	AFFICHAGE OBLIGATOIRE	11
7.2	AERATION ET ASSAINISSEMENT.....	12
7.3	ECLAIRAGE, INSONORISATION ET AMBIANCE THERMIQUE	12
7.4	AMENAGEMENT DES POSTES DE TRAVAIL	12
7.5	INSTALLATIONS ELECTRIQUES.....	13
7.6	INSTALLATIONS SANITAIRES, RESTAURATION ET HEBERGEMENT.....	13
7.7	CONCLUSION SUR LES LIEUX DE TRAVAIL.....	13
8	EQUIPEMENTS DE TRAVAIL ET EQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI)	13
8.1	APPAREILS DE LEVAGE	14
8.2	TRAVAIL EN HAUTEUR	14
8.3	APPAREILS A PRESSION.....	14
8.4	EQUIPEMENTS DE TRAVAIL MOBILES.....	14
8.5	EQUIPEMENTS DIVERS	15
8.6	VERIFICATIONS TECHNIQUES	15
9	SECURITE DU PERSONNEL	15
9.1	MESURES GENERALES	16
9.2	SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL.....	16
9.3	CIRCULATION DES ENGINS ET DU PERSONNEL.....	17



BP 79058
30972 NIMES CEDEX 9
Tél. : 04.66.38.61.58
Fax : 04.66.38.61.59

**DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER
UNE CARRIERE ET UNE INSTALLATION
DE TRAITEMENT ET DE TRANSIT DE MATERIAUX**

ICPE 2510-1 et 2515-1 et 2517-1

**Lieu-dit "Bois de Saint-Laurent"
Commune de Saint-Laurent-la-Vernède (30)**



Parc d'activités de Laurade
13103 Saint Etienne du Grès
Tél. : 04.90.39.31.95
Fax : 04.90.39.16.42

9.4	RISQUES DE CHUTE	17
9.5	RISQUES D'INCENDIE.....	17
9.6	RISQUES D'EXPLOSION.....	18
9.7	RISQUES ELECTRIQUES.....	18
9.8	MACHINES ET APPAREILS DANGEREUX, EQUIPEMENTS DE TRAVAIL.....	19
9.9	RISQUES DE NOYADE	19
9.10	INTERVENTION D'ENTREPRISES EXTERIEURES	19
10	SANTE DU PERSONNEL	19
10.1	POUSSIERES	20
10.1.1	<i>Poussières totales et alvéolaires sans effet spécifique</i>	<i>20</i>
10.1.2	<i>Poussières alvéolaires contenant de la silice cristalline.....</i>	<i>20</i>
10.1.3	<i>Prévention.....</i>	<i>21</i>
10.1.4	<i>Dernières mesures de poussières aux postes de travail</i>	<i>21</i>
10.2	BRUIT	21
10.3	VIBRATIONS	23
10.4	RAYONNEMENTS IONISANTS	24
10.5	RISQUE CHIMIQUE (AUTRE QUE POUSSIERES ALVEOLAIRES SILICEUSES)	24
10.6	RISQUE BIOLOGIQUE.....	24
10.7	CONTROLE ET SUIVI.....	25

1 INTRODUCTION

La présente notice d'hygiène et de sécurité est établie conformément à l'article R. 512-6 du Code de l'Environnement.

Elle expose la conformité de l'installation projetée avec les prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité du personnel.

Les mesures à prendre dans l'intérêt de l'hygiène, de la santé et de la sécurité du personnel travaillant dans les mines et les carrières, sont établies en vertu :

- ✓ Du Code du Travail, partie 4 « Santé et Sécurité au Travail » (dite « SST »), dans la limite définie à l'article L. 4111-4 dudit code (« Les dispositions de la présente partie peuvent être complétées ou adaptées par décret pour tenir compte des spécificités des entreprises et établissements relevant des mines, des carrières et de leurs dépendances »),
- ✓ Du décret n°2013-797 du 30 août 2013 fixant certains compléments et adaptations spécifiques au Code du Travail pour les mines et carrières en matière de poussières alvéolaires,
- ✓ Du Règlement Général des Industries Extractives (RGIE), institué par le décret n° 80-331 du 7 mai 1980.

Les différents thèmes développés dans la partie SST du Code du Travail sont les suivants :

- ✓ Dispositions générales (Livre Ier) ;
- ✓ Lieux de travail (Livre II) ;
- ✓ Equipements de travail et EPI (Livre III) ;
- ✓ Risques d'exposition particuliers comprenant notamment les poussières, le bruit, les vibrations, le risque pyrotechnique... (Livre IV) ;
- ✓ Activités ou opérations particulières, comprenant les travaux réalisés par des entreprises extérieures (Livre V) ;
- ✓ Institutions et Organismes de Prévention (Livre VI) ;
- ✓ Contrôle (Livre VII) ;
- ✓ Dispositions relatives à l'Outre-Mer (Livre VIII).

Dans le cas des carrières à ciel ouvert, les principaux titres du RGIE à considérer sont les suivants :

- ✓ Règles Générales (décret du 3 mai 1995 modifié) ;
- ✓ Entreprises extérieures (décret du 24 janvier 1996 modifié) ;
- ✓ Equipements de travail (décret du 3 mai 1995 modifié) ;
- ✓ Equipements de protection individuelle (décret du 3 mai 1995 modifié) ;
- ✓ Véhicules sur pistes (décret du 13 février 1984 modifié) ;
- ✓ Explosifs (décret du 22 octobre 1992 modifié) ;
- ✓ Travail et circulation en hauteur (décret du 23 juillet 1992 modifié) ;
- ✓ Electricité (décret du 23 septembre 1991 modifié) ;
- ✓ Rayonnements ionisants (décret du 13 juillet 1989 modifié).

A noter que les titres Bruit, Vibrations et Empoussiérage du RGIE ont été abrogés par le décret n°2013-797 du 30 août 2013.

Les textes applicables au présent document sont énumérés dans le tableau en page suivante.

TEXTES APPLICABLES	
OBJET	N° et date du décret ou des arrêtés éventuels
Règlement Général des Carrières (R.G.Ca)	
Règlement sur l'exploitation des carrières à ciel ouvert	D.64-1148 du 16.11.64 modifié par D.95-694 du 3.05.95
Recours à un organisme extérieur agréé pour le développement de la prévention en matière de sécurité et de la salubrité	A. du 26.12.95 et A. du 20.12.96
Règlement Général des Industries extractives (RGIE)	
RG	Règles générales D.95-694 du 3.05.95 modifié par D.98-588 du 9.07.98, D.2000-278 du 22.03.2000 et D.2003-1264 du 23.12.2003 Article R4321-2 et suivants du code du travail
EE	Entreprises extérieures D.96-73 du 24.01.96 modifié par D.98-588 du 9.07.98 Article R. 4511-1 du Code du Travail et suivants
ET	Équipements de travail D.95-694 du 3.05.95 modifié par D.96-684 du 26.07.96 D.2001-1132 du 30.11.2001 CODE DU TRAVAIL – Livre III : Équipements de travail et moyens de protection Titre I : Conception et mise sur le marché des équipements de travail et des moyens de protection Titre II : Utilisation des équipements de travail et des moyens de protection
EPI	Équipements de protection individuelle D.95-694 du 3.05.95 modifié par D.2001-1132 du 30.11.2001 Article R. 4323-91 du Code du Travail
BR	Bruit Décret n° 2013-797 du 30/08/13 fixant certains compléments et adaptations spécifiques au code du travail pour les mines et carrières en matière de poussières alvéolaires
EM	Empoussiérage Décret n° 2013-797 du 30/08/13 fixant certains compléments et adaptations spécifiques au code du travail pour les mines et carrières en matière de poussières alvéolaires
VP	Véhicules sur piste D.84-147 du 13.02.84 modifié par D.87-699 du 21.08.87, D.95-694 du 3.05.95, D.2001-1132 du 30.11.2001, D.2003-1264 du 23.12.2003 Article R. 4323-50 du Code du Travail et suivants
TCH	Travail et circulation en hauteur D.92-717 du 23.07.92 modifié par D.95-694 du 3.05.95 et D.2001-1132 du 30.11.2001 Article R. 4323-50 du Code du Travail et suivants
VI	Vibrations D.2009-781 du 23.06.2009 Article R. 4441-2 du Code du Travail et suivants

2 DISPOSITIONS GENERALES

Conformément à l'article L.4121-3 du Code du Travail, l'employeur doit procéder à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs : cette évaluation consiste à appréhender les dangers pour la santé et la sécurité des travailleurs dans tous les aspects liés à l'activité de l'entreprise. Il s'agit d'un travail d'analyse des modalités d'exposition des salariés à :

- ✓ Des dangers (repérage d'un équipement, d'une substance, d'une méthode de travail susceptible de causer un dommage pour la santé...);
- ✓ Des facteurs de risques (conditions de travail, contraintes subies, marges de manœuvre dont disposent les salariés dans l'exercice de leur activité).

A la suite de cette évaluation, l'employeur met en œuvre les actions de prévention ainsi que les méthodes de travail et de production garantissant un meilleur niveau de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs. Il intègre ces actions et ces méthodes dans l'ensemble des activités de l'établissement et à tous les niveaux de l'encadrement. L'information des travailleurs et la formation à la sécurité sont des aspects majeurs qui concourent à la prévention des risques professionnels.

Pour chaque travailleur exposé à un ou plusieurs facteurs de risques professionnels mentionnés à l'article D. 4161-2 du Code du Travail, une fiche de prévention des expositions est créée. Elle mentionne les facteurs de risques auxquelles le travailleur est exposé, la période au cours de laquelle cette exposition est survenue ainsi que les mesures de prévention mises en œuvre par l'employeur pour faire disparaître ou réduire ces facteurs durant cette période. Elle est communiquée au service de santé au travail qui la transmet au médecin du travail. Elle complète le dossier médical en santé au travail de chaque travailleur.

La fiche est mise à jour lors de toute modification des conditions d'exposition pouvant avoir un impact sur la santé du travailleur.

Parmi les facteurs de pénibilité pouvant être rencontrés sur les mines et carrières, notons les poussières, le bruit et les vibrations mécaniques.

Les salariés disposent d'un « droit d'alerte ou de retrait » (Livre I^{er} Titre III.) : tout salarié ayant un motif raisonnable de penser que la situation dans laquelle il se trouve présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé doit immédiatement le signaler à l'employeur ou à son représentant. L'employeur ou son représentant ne peut demander au salarié de reprendre son activité dans une situation de travail où persiste un danger grave et imminent. Le Code du Travail impose la tenue d'un registre spécial sous la responsabilité de l'employeur, usuellement appelé « registre des dangers graves et imminents ».

Le Code du Travail prévoit des dispositions particulières (Livre I^{er} Titre V), notamment l'interdiction de mise en œuvre de certaines catégories de travaux, pour :

- ✓ Les femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitant ;
- ✓ Les travailleurs de moins de dix-huit ans ;
- ✓ Les salariés titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée et salariés intérimaires.

L'aménagement du site répond, entre autres, aux prescriptions générales en matière d'hygiène et de sécurité, en particulier :

- ✓ Art. 18 : conception, aménagement et équipement des lieux de travail ;
- ✓ Art. 19 : éclairage ;
- ✓ Art. 20 : protection des zones de dangers spécifiques ;
- ✓ Art. 41 et 43 : lieux de travail ;
- ✓ Art. 44 et 46 : voies et issues de secours ;
- ✓ Art. 47 et 55 : aménagements des locaux ;
- ✓ Art. 56 et 58 : équipements sanitaires.

3 INSTITUTIONS ET ORGANISMES DE PREVENTION

Le Code du Travail établit les différentes dispositions concernant les institutions et organismes de prévention en matière de santé et sécurité au travail.

3.1 Le CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail)

Imposé dans tout établissement d'au moins cinquante salariés, le Code du Travail définit la composition du CHSCT, ses missions et son fonctionnement. A défaut de CHSCT, les délégués du personnel ont les mêmes missions et moyens que les membres de ces comités.

La société CALCAIRES DU GARD ne dispose pas de CHSCT.

3.2 Les services de santé au travail

Ils comprennent selon les cas le médecin du travail, le collaborateur médecin, l'interne en médecine du travail, le personnel infirmier, l'intervenant en prévention des risques professionnels des services de santé au travail interentreprises, l'assistant de service de santé au travail.

Le Code du Travail établit les missions, actions et moyens de ces services, ainsi que leurs prérogatives en matière de surveillance médicale.

3.3 Le service social du travail et autres institutions

Le service social du travail est imposé dans tout établissement employant habituellement au moins deux cent cinquante salariés. Le Code du Travail définit ses missions, organisation et fonctionnement. La société CALCAIRES DU GARD ne dispose pas d'un service social du travail.

Certaines institutions concourent également à l'organisation de la prévention : le Conseil d'orientation sur les conditions de travail (COCT), les Comités régionaux de la prévention des risques professionnels (CRPRP), l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT), les Organismes professionnels de santé, de sécurité et des conditions de travail, les Commissions de santé et de sécurité des entreprises... Elles sont régies par le Code du Travail.

3.4 Particularité des industries extractives

Dans le secteur des industries extractives, l'exploitant doit porter à la connaissance du directeur de l'industrie, de l'environnement, de l'aménagement, et du logement, le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux.

L'article 16 du titre « Règles Générales » du RGIE prévoit la création d'une structure fonctionnelle ou d'un organisme extérieur agréé, en charge d'assister en matière de sécurité et de santé au travail la personne physique chargée de la direction technique des travaux. Ces Organismes Extérieurs de Prévention (OEP) font l'objet d'agrément par arrêtés.

4 ORGANISATION DE LA SECURITE

Les risques d'accident du travail ou d'atteinte à la santé induits par l'exploitation de la carrière de St Laurent sont principalement liés :

- ✓ à la présence de masses rocheuses instables et ébouleuses,
- ✓ à l'existence de dénivelés pouvant entraîner des chutes, en particulier en bordure de fouille,
- ✓ à la présence de bassin en eau induisant un risque de noyade en cas de chute d'une personne dans l'un d'entre eux,
- ✓ à la circulation de matériels roulants : les engins d'exploitation ou les camions de transport des matériaux. Les risques inhérents sont l'écrasement de piétons, les collisions de véhicules, le retournement d'un véhicule ... Ils sont la cause des accidents du travail les plus fréquents,
- ✓ aux incendies et/ou explosions liés à l'emploi d'hydrocarbures et d'explosifs lors des tirs de mines,
- ✓ à l'exposition aux bruits et aux vibrations ou à des atmosphères empoussiérées,
- ✓ aux pièces mécaniques en mouvement des installations (convoyeurs et autres appareils),
- ✓ aux chocs électriques par une installation défectueuse,
- ✓ aux travaux de maintenance et de réparation des installations de traitement de matériaux.

4.1 Responsabilité et dispositif de sécurité

Le directeur d'exploitation, le responsable de la sécurité sur la carrière, assisté de l'animateur QSE, gèrent le système de management de la sécurité.

❖ Ils réalisent :

- une évaluation et une hiérarchisation des risques concrétisés par un document unique d'évaluation des risques,
- un plan d'action sécurité,
- un manuel sécurité et les procédures associées.

Le directeur d'exploitation et l'animateur QSE vérifient que les exigences en matières de sécurité du personnel sont mises en œuvre sur les sites de l'entreprise. Ils assurent le suivi du système. Ils proposent si besoin les améliorations à y apporter et les investissements nécessaires.

Un plan d'action en matière d'hygiène et sécurité du personnel est révisé annuellement en collaboration avec le personnel.

Ille plan d'action décrit les objectifs avec un calendrier de réalisation et les moyens.

- ❖ En collaboration avec le directeur technique et l'animateur QSE, le directeur d'exploitation élabore et tiens à jour la documentation du système de gestion des risques : plan de prévention, règlement intérieur en matière de sécurité, consignes de sécurité, registres, document unique etc ...
- Il applique le système.
- Il informe le personnel et les visiteurs.

4.2 Effectif concerné

L'exploitation de la carrière est conduite sous la responsabilité d'un directeur d'exploitation et d'un chef de carrière. Le personnel nécessaire au fonctionnement de la carrière comprendra une quinzaine de personnes qui occuperont les postes suivants :

	Poste	Nombre
Encadrement/Administratif	Directeur d'exploitation / chef de carrière	1
	Agent Bascule	1
Chantier	Conducteur d'engin de reprise de front (pelle ou chargeuse)	1
	Conducteur de tombereau	2
	Conducteur de chargeuse	1
	Agent d'installation de traitement	1
	Ouvrier polyvalent	1
TOTAL		8

Le personnel en charge du forage-minage s'avère être du personnel sous-traitant (cette activité est confiée à une entreprise extérieure spécialisée) représenté en général par 2 personnes.

4.3 Alerte, évacuation, secours en cas d'accident

Lors de l'exploitation, le chef de carrière et l'ensemble des employés disposent d'un téléphone portable. Les numéros des secours publics ou des médecins sont mémorisés.

De même, dans le local de pesée ainsi que dans le réfectoire, les coordonnées des secours publics, médecins etc... sont affichées. Le tableau mentionne au moins les numéros téléphoniques des organismes et personnes suivants :

- Pompiers : 18
- Gendarmerie : 17
- Samu : 15
- N° de secours européen : 112
- Médecins locaux
- Responsable de la Sécurité de la société
- DREAL

Les documents affichés sur le site sont présentés en annexe 42.

Des trousse de premiers secours sont disponibles en plusieurs endroits : dans, les bureaux et véhicules. Les mesures d'organisation des secours sont élaborées et diffusées auprès des intervenants sur le site.

Le site compte au moins un secouriste du travail (SST).

4.4 Document de Sécurité et de Santé (DSS) ou Document Unique (DU) d'évaluation des risques

Voir le chapitre 6 page 10 du présent document.

4.5 Consignes

Sur le site de la carrière, l'information des salariés est faite par signalisation et affichage des consignes de sécurité.

Dans le cas particulier du projet, un permis de feu est établi dans un but de prévention contre les dangers d'incendie et d'explosion occasionnés par des travaux par points chauds (soudage, découpage, meulage,...). Il est formellement interdit à tout intervenant appartenant ou non à l'entreprise d'entreprendre tous travaux dits par points chauds sans avoir obtenu le permis de feu, sauf s'il s'agit de poste permanent (même opérateur, même endroit, même procédé).

Le permis de feu est établi par le chef de carrière ou en son absence, par un collaborateur désigné par lui et remis contre signature au responsable effectif des travaux.

Ce permis précise la nature des protections à réaliser avant, pendant et après les travaux.

5 FORMATION ET INFORMATION DU PERSONNEL EN MATIERE DE SECURITE

Le personnel nécessaire au fonctionnement de la carrière de Saint Laurent comprend huit personnes réparties dans divers postes. L'employeur est dans l'obligation de former et d'informer l'ensemble du personnel sur les risques liés à l'exploitation.

5.1 Formation de l'ensemble du personnel

Le personnel reçoit des formations concernant la santé et la sécurité notamment sur :

- ✓ Les accidents du travail ;
- ✓ La manutention et les gestes et postures ;
- ✓ Les équipements de protection individuelle ;
- ✓ Les règles générales de sécurité et particulières à leur poste de travail ;
- ✓ Le secourisme et les réactions face aux dangers ;
- ✓ Les dangers et risques d'accidents liés aux véhicules ;
- ✓ La conduite et l'entretien des véhicules ;
- ✓ La lutte contre l'incendie ;
- ✓ Les risques électriques ;
- ✓ l'exposition au bruit ;
- ✓ l'exposition aux poussières ;
- ✓ l'exposition aux vibrations ;
- ✓ le maintien annuel des connaissances en matière d'explosifs.

Des exercices de sécurité seront mises en place dans le cadre du management de la sécurité au niveau des postes de travail habituellement occupés dans le but de former le personnel. Ils permettront également de vérifier son aptitude au maintien, au fonctionnement et à l'utilisation des équipements de premier secours et de sauvetage.

5.2 Information du personnel

Une information régulière est portée à la connaissance du personnel, notamment en ce qui concerne :

- ✓ Les risques pour la sécurité et la santé ;
- ✓ Les différents types de fonction de travail et les mesures préventives correspondantes ;
- ✓ Les moyens en personnel et le matériel pour assurer les premiers secours, la lutte contre l'incendie et l'évacuation des personnes en cas de danger ;
- ✓ La sécurité des piétons, et des visiteurs.

6 DOCUMENTS DE SECURITE

Les travaux sont exécutés conformément aux prescriptions des divers documents de sécurité applicables. Conformément au Code du Travail et au RGIE, les documents de sécurité sont communiqués au personnel et mis à sa disposition. Ils comprennent :

- ✓ Un document unique (DU) d'évaluation des risques et un document de santé et de sécurité (DSS) qui sont confondus en un seul document disponible en annexe 41 ;
- ✓ Des dossiers de prescriptions disponibles en annexe 40 ;
- ✓ Un plan de sécurité incendie (présenté en annexe 42) et des consignes.

6.1 Document unique et document de santé et de sécurité

Conformément à l'article R.4121-1 du Code du Travail, l'employeur transcrit et met à jour dans un document unique les résultats de l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs à laquelle il procède. La mise à jour du document unique est réalisée au moins une fois par an, lors de toute modification des conditions de santé et de sécurité ou lorsqu'une information supplémentaire intéressant l'évaluation d'un risque dans une unité de travail est recueillie.

Le Document Unique d'Evaluation des Risques est tenu à la disposition des travailleurs et d'un certain nombre d'instances internes et externes à l'entreprise comme précisé par l'article R 4121-4 du Code du Travail. Un avis indiquant les modalités d'accès des travailleurs au document unique est affiché de façon visible, avec le règlement intérieur s'il existe, conformément aux dispositions de l'article R4121-2 du code du travail, le D.U.E.R est mis à jour une fois par an.

Dans les industries extractives, le Document de Sécurité et de Santé (DSS) imposé par le titre « Règles Générales » du RGIE, est établi par l'exploitant avant le début des travaux puis tenu à jour. Il porte sur :

- ✓ La détermination et l'évaluation des risques auxquels le personnel est susceptible d'être exposé ;
- ✓ Les mesures prises au niveau de la conception, de l'utilisation et de l'entretien des lieux de travail et des équipements pour assurer la sécurité et la santé du personnel.

Les travaux doivent être exécutés conformément aux dispositions de ce document, tenu à la disposition du personnel et des personnes appelées à s'y référer.

Conformément à l'article 21 du titre « Règles Générales » du RGIE, chaque lieu de travail est placé sous la surveillance, dans les conditions fixées dans le document de santé et sécurité, d'une personne ayant les qualités et les compétences requises à cet effet et désignée par l'exploitant.

6.2 Dossiers de prescriptions

Des dossiers de prescriptions, mis en place sous la seule responsabilité de l'exploitant, complètent le document de sécurité et de santé. Ces documents, mis à disposition du personnel et des entreprises extérieures et présentés en annexe 40, sont destinés à communiquer de façon pratique et opérationnelle les règles de conduite et les moyens de protection et d'intervention mis en place pour chacun des points visés par le RGIE ou par le décret n°2013-797 en date du 30 août 2013 :

- ✓ Equipements de travail ;
- ✓ Equipements de protection individuelle ;
- ✓ Bruit ;
- ✓ Explosifs ;
- ✓ Vibrations ;
- ✓ Véhicules sur pistes ;
- ✓ Travail et circulation en hauteur ;
- ✓ Electricité ;
- ✓ Empoussiérage.

Ces documents sont tenus à disposition et diffusés régulièrement auprès du personnel de l'exploitation et des entreprises sous-traitantes amenées à travailler sur le site.

6.3 Plan de sécurité incendie et consignes

Le plan de sécurité incendie précise les mesures à prendre pour prévenir un incendie, détecter et combattre le déclenchement et la propagation d'incendie (article 30 du titre « Règles Générales » du RGIE et Livre II de la partie SST du Code du Travail).

Le plan de sécurité incendie du site de Saint-Laurent est présenté en annexe 42.

Les consignes sont affichées sur le site et mettent en évidence les instructions pour intervenir en cas d'accident et d'incendie, ainsi que des consignes particulières :

- ✓ Permis de travaux dangereux ;
- ✓ Consignes relatives aux dispositions à prendre en cas d'accident d'origine électrique, etc...
- ✓ Interdiction de fumer au titre du code de la Santé Publique

7 AMENAGEMENT DES LIEUX DE TRAVAIL

Les dispositions applicables aux lieux de travail sont définies au Livre II de la partie SST du Code du Travail. Sont ainsi définis les conditions de maintenance, les règles d'aménagement des bâtiments et des locaux, et en particulier des locaux sanitaires à disposition du personnel (aération, assainissement, éclairage, insonorisation, thermique), les règles applicables aux installations électriques, la sécurité des lieux de travail, des voies de circulation et d'accès, la gestion des risques et l'organisation des secours.

Ces dispositions sont déclinées d'une part pour la conception et d'autre part pour l'utilisation des lieux de travail. Elles sont complétées au niveau des différents titres du RGIE pour prendre en compte les spécificités des industries extractives.

En vertu de l'article R.4122-1 du Code du Travail, le titre relatif aux obligations du maître d'ouvrage pour la conception des lieux de travail vise uniquement la construction ou l'aménagement de bâtiments.

Pour le titre relatif aux obligations de l'employeur pour l'utilisation des lieux de travail, l'article R.4221-1 définit les « lieux de travail » comme étant les lieux destinés à recevoir des postes de travail situés ou non dans les bâtiments de l'établissement, ainsi que tout autre endroit compris dans l'aire de l'établissement auquel le travailleur a accès dans le cadre de son travail.

Pour rappel, les horaires de fonctionnement de la carrière de Saint Laurent sont de 7h30 à 17h du lundi au vendredi hors jours fériés, avec une possibilité d'élargissement de 7h à 20h de manière exceptionnelle.

7.1 Affichage obligatoire

L'implantation de panneaux interdisant l'accès au site et indiquant les noms et adresses de l'exploitant, le numéro de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter est obligatoire. Il indique également les jours et ouvertures de l'exploitation.

Une liste d'éléments et de consignes doit être obligatoirement affichée dans les locaux du personnel. Elle indique notamment :

- ✓ Les coordonnées de l'inspecteur du travail, du médecin du travail et des secours ;
- ✓ Les consignes en cas d'incendie ;
- ✓ La conduite en cas d'accident du travail ;
- ✓ L'interdiction de fumer ;
- ✓ L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter ;
- ✓ La liste des membres du CHSCT ;
- ✓ Le règlement intérieur de l'entreprise.

Ce dernier est connu de tous et doit intégrer les conditions de circulations des engins, des véhicules et des personnes, indiquer les moyens de prévention et de traitement des incidents et accidents potentiels. Il interdit également la consommation de boissons alcoolisées (R.4428-20 et 21, R.3234-16 du Code du Travail).

7.2 Aération et assainissement

Le Code du Travail définit les règles d'aération et d'assainissement pour les locaux fermés des bâtiments et de leurs aménagements. Le titre « Règles Générales du RGIE » comporte quelques dispositions en matière d'aération pour les installations de surface.

- **Locaux à pollution spécifique**

Le terme « poussière totale » désigne toute particule solide dont le diamètre aérodynamique est au plus égal à 100 micromètres ou dont la vitesse limite de chute, dans les conditions normales de température, est au plus égale à 0,25 mètre par seconde.

Le terme « poussière alvéolaire » désigne toute poussière susceptible d'atteindre les alvéoles pulmonaires.

Le terme « locaux à pollution spécifique » désigne les locaux dans lesquels des substances dangereuses ou gênantes sont émises sous forme de gaz, vapeurs, aérosols solides ou liquides autres que celles qui sont liées à la seule présence humaine ainsi que locaux pouvant contenir des sources de micro-organismes potentiellement pathogènes et locaux sanitaires.

Dans les locaux à pollution spécifique, les concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur, évaluées sur une période de huit heures, ne doivent pas dépasser respectivement 10 et 5 milligrammes par mètre cube d'air (article R. 4222-10 du Code du Travail).

- **Cas spécifique des mines et carrières**

D'après le décret n°2013-797 du 30 août 2013, pour le cas spécifique des mines et carrières, la concentration moyenne limite en poussières alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur, évaluée sur une période de huit heures, s'applique également aux lieux de travail se trouvant à l'extérieur (valeur de 5 mg/m³ à ne pas dépasser en poussières alvéolaires, en intérieur et en extérieur).

7.3 Eclairage, insonorisation et ambiance thermique

En matière d'éclairage, le Code du Travail fixe les règles pour :

- ✓ Les locaux de travail et de leurs dépendances, notamment les passages et escaliers ;
- ✓ Les espaces extérieurs où sont accomplis des travaux permanents ;
- ✓ Les zones et voies de circulation extérieures empruntées de façon habituelle pendant les heures de travail.

En termes d'insonorisation, les locaux dans lesquels doivent être installés des équipements de travail susceptibles d'exposer les travailleurs à un niveau d'exposition sonore quotidienne supérieure à 85 dB(A) doivent respecter, à la conception, des règles techniques permettant de limiter la réverbération du bruit sur les parois.

Concernant l'ambiance thermique, l'employeur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection des travailleurs contre le froid et les intempéries.

7.4 Aménagement des postes de travail

Au sein du Code du Travail, les dispositions relatives à l'aménagement des postes de travail, tant pour la conception que pour l'utilisation des lieux de travail, portent sur :

- ✓ Le dimensionnement des locaux et l'espace libre au poste de travail ;
- ✓ Les conditions d'effectifs pour lesquelles un local destiné aux premiers secours est obligatoire ;
- ✓ Les obligations en matière de signalisation de santé et de sécurité installée sur les lieux de travail (arrêté 4 novembre 1993) ;
- ✓ Les postes de travail extérieurs ;
- ✓ La mise à disposition de boissons et de sièges ;
- ✓ Les travailleurs handicapés et leur accès aux postes de travail et aux locaux sanitaire et de restauration, ainsi que l'adaptation des systèmes d'alarme pour les établissements dans lesquels peuvent se trouver occupées ou réunies habituellement plus de cinquante personnes, ainsi que ceux, quelle que soit leur importance, où sont manipulées et mises en œuvre des matières inflammables.

Le titre « Règles Générales » du RGIE reprend certaines de ces dispositions et vient les adapter en particulier pour les conditions d'effectifs pour lesquelles un local destiné aux premiers secours est obligatoire.

7.5 Installations électriques

Suite à la refonte de la réglementation relative aux installations électriques en 2010, le Code du Travail établit les dispositions applicables :

- ✓ Au maître d'ouvrage pour la conception et la mise en œuvre initiale ;
- ✓ A l'employeur pour la réalisation de nouvelles installations, aux adjonctions et modifications apportées aux installations existantes ainsi qu'aux vérifications périodiques obligatoires ;
- ✓ Aux travailleurs indépendants ou aux employeurs exerçant directement une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, ou effectuant des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ;
- ✓ Aux habilitations.

Un certain nombre d'arrêtés viennent compléter ces dispositions, renvoyant en particulier aux normes décrivant les règles techniques à respecter.

7.6 Installations sanitaires, restauration et hébergement

En matière d'installations sanitaires, les obligations du Code du Travail s'appliquent essentiellement à l'employeur qui se doit de mettre à la disposition des travailleurs les moyens d'assurer leur propreté individuelle, notamment des vestiaires, des lavabos, des WC et, le cas échéant, des douches. Ces installations doivent répondre à diverses exigences.

Concernant la restauration, l'employeur est tenu, selon les cas, de mettre à disposition un local spécifique ou a minima un emplacement dédié.

En cas d'hébergement des travailleurs, les locaux doivent être conformes à diverses spécifications.

Le titre Règles Générales du RGIE, chapitre « Équipements sanitaires », prévoit quelques dispositions particulières supplémentaires.

Le personnel du site dispose notamment :

- ✓ De bureaux tenus en état constant de propreté, comprenant sanitaires (homme et femme), douches pour le personnel de carrière, lavabos, vestiaires et réfectoire, conformément aux articles 47 et 55 (aménagement des locaux) et 56 et 58 (équipements sanitaires) ;
- ✓ D'un approvisionnement en eau potable (bouteilles).

7.7 Conclusion sur les lieux de travail

Les installations mises à la disposition du personnel sur la carrière de Saint-Laurent sont conformes aux dispositions du Code du Travail et du RGIE dans les divers domaines de l'aération, du chauffage, de l'éclairage, des installations électriques et des locaux sanitaires.

8 EQUIPEMENTS DE TRAVAIL ET EQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI)

Les règles de conception et de mises sur le marché des équipements de travail sont définies au titre I^{er} du Livre III de la partie SST du Code du Travail, article 18 : conception, aménagement et équipement des lieux de travail. Toute personne qui met sur le marché de l'Union européenne un équipement de travail (machines, appareils outils, engins matériels et installations) ou un équipement de protection individuelle (EPI), doit attester et pouvoir justifier de la conformité aux exigences essentielles de santé et sécurité auxquelles doit satisfaire la machine ou l'équipement de protection individuelle.

Le Code du Travail établit les règles techniques de conception et de construction et les procédures de certification de conformité, sur la base de la directive européenne dite « directive machine ».

Le titre « Equipement de Travail » du RGIE précise que les équipements de travail ne peuvent être mis en service que s'ils satisfont aux dispositions réglementaires les concernant du Code du Travail.

Les dispositions générales en matière d'utilisation des équipements de travail et des équipements de protection individuelles, tant dans le Code du Travail que dans le RGIE, concernent le choix, la mise en œuvre, le maintien en état de conformité et la vérification de dispositions spécifiques.

Pour l'utilisation des équipements de travail et des EPI équipements, l'employeur doit mettre en place un certain nombre de mesures de prévention, dont notamment :

- ✓ La prise en compte des risques liés à ces équipements lors de l'évaluation des risques professionnels ;
- ✓ La mise à disposition d'équipements de travail adaptés et conformes ;
- ✓ Leur maintien en état de conformité ;
- ✓ L'information et la formation des opérateurs.

Plusieurs catégories d'équipements sont soumises à des réglementations qui leur sont spécifiques. Certaines d'entre elles font l'objet d'une thématique au sein du site : levage des charges, ascenseurs, appareils à pression...

8.1 Appareils de levage

Au-delà des règles communes à l'ensemble des équipements de travail, les appareils de levage et leurs accessoires font l'objet de dispositions particulières au sein du Code du Travail. En particulier, certains d'entre eux nécessitent une autorisation de conduite.

Le titre « Travail et Circulation en Hauteur » du RGIE définit des mesures réglementaires particulières pour les élévateurs utilisés pour l'élévation des personnes.

Le titre « Equipements de travail » du RGIE comporte une sous-section consacrée à ces équipements ainsi que des arrêtés d'application.

8.2 Travail en hauteur

Le Code du Travail établit des dispositions relatives au choix et à l'utilisation des équipements de travail permettant l'accès et le séjour à des postes de travail en hauteur, avec un accent particulier sur l'utilisation d'échelles, le montage et le démontage des échafaudages et l'exécution des travaux sur cordes.

Des prescriptions relatives à l'utilisation des échelles, échafaudages et échafaudages volants figurent également dans le titre « Travail et Circulation en Hauteur » du RGIE.

8.3 Appareils à pression

Selon leur classification, les équipements sous pression de gaz comprimés ou liquéfiés, de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée, doivent répondre à des exigences générales ou particulières définies par un ensemble de textes législatifs et réglementaires, dont certains issus de la réglementation européenne.

Ces exigences visent la mise sur le marché des équipements (exigences constructives, procédures de conformité) mais aussi les propriétaires et utilisateurs (exigences relatives à l'implantation, à l'utilisation, surveillance et contrôle).

8.4 Equipements de travail mobiles

Ces équipements font l'objet de dispositions particulières au sein du Code du Travail. En particulier, certains d'entre eux nécessitent une autorisation de conduite.

L'Equipement de travail mobile est défini par le titre « Equipements de travail » du RGIE comme un équipement pouvant se déplacer par ses propres moyens ou tracté ou poussé.

Dans les industries extractives, les équipements de travail mobiles qui, outre leur fonction de déplacement sont appelés à remplir une fonction de travail à poste fixe sont, pour l'ensemble des parties de ces équipements nécessaires à l'exercice de cette fonction de travail à poste fixe, soumis aux dispositions applicables aux équipements de travail fixes.

Sont, par exemple, considérés comme travaillant à poste fixe les appareils de foration, les boulonneuses, les purgeuses, les pelles mécaniques ; en revanche les haveuses intégrales et les rabots sont considérés comme des équipements de travail mobiles pour l'exercice de leur fonction de travail.

Le titre « Equipements de travail » du RGIE définit, au-delà des règles d'organisation et de mise en œuvre communes à tous les équipements de travail, des mesures complémentaires concernant l'utilisation d'équipements de travail mobiles.

8.5 Equipements divers

Certaines catégories d'équipements font l'objet de prescriptions spécifiques pour leur utilisation.

Le Code du Travail et ses arrêtés d'application définissent des obligations pour les machines à aménagement manuel des pièces à travailler ou à déplacement manuel des outillages, les équipements pour lesquels il existe un risque de rupture ou d'éclatement, les machines et appareils portatifs pour emploi à la main, les meules, etc.

8.6 Vérifications techniques

Les divers équipements font l'objet de contrôles périodiques, soit par un organisme agréé, soit par une entreprise spécialisée, soit par un contrôle interne :

- ✓ Les appareils de levage font l'objet de vérifications bi-annuelles avec certificat de conformité ;
- ✓ Les appareils à pression (compresseurs par exemple) font l'objet de vérifications et d'épreuves périodiques réglementaires avec certificat de conformité ;
- ✓ Les installations électriques sont vérifiées et contrôlées annuellement conformément aux dispositions du titre « Electricité » du RGIE et du Code du Travail ;
- ✓ Les véhicules utilisés sont contrôlés périodiquement ;
- ✓ Le matériel incendie est vérifié chaque année ;
- ✓ Les équipements de protection individuelle et les équipements de travail sont contrôlés et remplacés si nécessaire.

Ces divers contrôles et vérifications sont consignés sur des registres qui sont tenus à la disposition de l'administration (inspecteur du travail et inspecteur des installations classées).

Un document d'entretien est affecté à chaque engin travaillant sur le site (pelle, chargeur, etc.). Il mentionne la nature des interventions qui conditionnent la sécurité, les dates, heures de marche ou kilométrage, ainsi que la qualité des intervenants. Rappelons que l'exploitant s'assure lors de la mise en service d'un nouveau véhicule, que celui-ci satisfait bien aux dispositions constructives et consigne cette opération au document d'entretien.

Un document de maintenance est réalisé pour toutes les installations et équipements dont l'entretien conditionne la sécurité ou la santé des personnes (par exemple le bon fonctionnement des arrêts d'urgence). Il mentionne la nature des interventions, les dates, le temps de fonctionnement correspondant et la qualité des intervenants. La maintenance des équipements est assurée par le personnel du site ou par des sociétés extérieures. Pour tous les travaux de maintenance effectués par le personnel de l'entreprise, le personnel est choisi en fonction de ses capacités.

9 SECURITE DU PERSONNEL

Les risques, dangers et nuisances induits par l'exploitation sont principalement liés à :

- ✓ L'emploi et la circulation de matériels roulants ;
- ✓ La présence de talus et fronts d'exploitation ;
- ✓ La présence d'une installation de traitement des matériaux ;
- ✓ La mise en œuvre de tirs de mines.

Les mesures propres à lutter contre les risques évoqués ci-dessus sont exposées dans les paragraphes suivants.

9.1 Mesures générales

Conformément au titre « Règles générales » du RGIE, l'exploitant désigne une personne chargée de faire respecter les obligations réglementaires en matière de sécurité, d'hygiène et de santé du personnel.

Par ailleurs, l'entreprise exploitera la carrière en respectant :

- ✓ Une bande horizontale non exploitée de 10 mètres en bordure de l'exploitation ;
- ✓ Une hauteur maximale de 15 mètres pour les fronts de taille.

Conformément au titre « Equipements de protection individuelle » du RGIE, le personnel dispose et doit porter sur le site les équipements de protection individuelle suivants :

- ✓ Casque ;
- ✓ Vêtements de travail haute visibilité ;
- ✓ Gants, lunettes de protection, chaussures de sécurité, protections auditives, masques anti-poussières ;
- ✓ Vêtements de protection contre les intempéries ;
- ✓ Harnais de sécurité, ceintures et longues.

Ces EPI sont conformes aux dispositions du Livre III « Equipements de travail et moyens de protection » de la partie SST du Code du Travail.

Les coordonnées des organismes de sécurité publique auxquels il peut être fait appel en cas d'accident sont affichées de manière visible et permanente aux endroits appropriés (local de pesée et réfectoire).

Enfin, des moyens d'intervention et de premiers secours sont disponibles sur le site :

- ✓ Une trousse à pharmacie pour les soins de première urgence disponible au niveau du bureau, dans les engins, à proximité des installations, et dans l'atelier ;
- ✓ Plusieurs téléphones seront mis à la disposition des travailleurs.

En cas de situation de travailleur isolé, celui-ci sera équipé d'un DATI (Dispositif d'Alerte pour Travailleur Isolé) comportant deux alarmes :

- ✓ Une alarme automatique sur détection de la perte de verticalité à 45° et/ou d'absence de mouvement ;
- ✓ Une alarme manuelle par appui sur un simple bouton.

Le DATI appelle automatiquement un numéro (celui du directeur technique) en cas d'alarme.

9.2 Sécurité des lieux de travail

Le Code du Travail établit, tant pour la conception que pour l'utilisation des lieux de travail, les dispositions permettant de garantir la sécurité des travailleurs, en matière de :

- ✓ Caractéristiques des bâtiments : planchers, ouvrants, portes et portails, puits, trappes et ouvertures de descente, passerelles, planchers en encorbellement, plates-formes en surélévation, cuves, bassins et réservoirs... ;
- ✓ Voies de circulation et accès ;
- ✓ Quais et rampes de chargement ;
- ✓ Aménagement des lieux et postes de travail : dimensions, local destiné aux premiers secours, matériel de premier secours et secouriste ;
- ✓ Maintenance, entretien et vérifications des installations et dispositifs techniques et de sécurité des lieux de travail, en particulier les ascenseurs ;
- ✓ Signalisation et matérialisation relatives à la santé et à la sécurité ;
- ✓ Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés.

Le titre « Règles Générales » du RGIE vient compléter ces dispositions générales, notamment sur :

- ✓ Les équipements de sauvetage des personnes dans les zones où ces personnes sont susceptibles d'être exposées à des atmosphères nocives pour leur santé (appareils respiratoires et appareils de réanimation) ;
- ✓ Les venues d'eau dans les travaux souterrains ;
- ✓ L'admission dans les travaux et installations ;
- ✓ Les personnes exerçant leur fonction en isolé et autres cas où doit être menée de la surveillance...

9.3 Circulation des engins et du personnel

Le titre « Véhicules sur pistes » du RGIE impose, parmi d'autres mesures, la mise en place des éléments suivants :

- ✓ Etablissement d'un dossier de prescriptions définissant, entre autres, les règles de circulation,
- ✓ Etablissement d'un plan de circulation,
- ✓ Vérification et entretien périodiques des engins,
- ✓ Dispositifs techniques de sécurité sur les engins (avertisseur de recul, direction de secours...).

Les pistes sont aménagées convenablement, avec notamment :

- ✓ Pentes inférieures à 10 %,
- ✓ Distance de 2 mètres au minimum entre le bord de piste et le bord supérieur d'un talus ou d'une paroi que la piste domine,
- ✓ Dispositifs de sécurité si un engin doit circuler à moins de 5 mètres du bord du front de taille (dispositif difficilement franchissable par un véhicule circulant à vitesse normale, dont la hauteur minimale est égale au rayon des plus grandes roues des véhicules circulant sur piste, situé du côté du bord supérieur du talus ou de la paroi),
- ✓ Mise en place d'une signalisation appropriée,
- ✓ Entretien régulier des pistes.

Ces dispositions complètent et adaptent celles plus générales du Code du Travail en matière de voies de circulation, d'accès et de quais et rampes de chargement.

9.4 Risques de chute

Le titre « Travail et circulation en hauteur » du RGIE concerne tous les travaux ou installations dans lesquels une personne est susceptible de faire une chute en hauteur. Les dispositions du RGIE complètent celles du Code du Travail concernant le choix et l'utilisation des équipements de travail permettant l'accès et le séjour à des postes de travail en hauteur.

La prévention des chutes du personnel est assurée par une information régulièrement renouvelée, concernant l'usage et les conditions d'utilisation des matériels roulants, les règles de circulation, les systèmes de sécurité passive et active mis en place sur les engins et les équipements de travail.

Le risque de chute est principalement lié aux travaux en bord de front de taille, et sur l'installation de traitement. Le personnel est régulièrement informé et est conscient du risque. L'exploitant met à disposition, lorsque les moyens de protection collective contre les chutes s'avèrent impossibles ou s'opposent à l'exécution d'un travail, des moyens de protection individuelle contre les chutes (harnais de sécurité, ceintures, longues,...).

Les parties surélevées de l'installation de traitement où le personnel est affecté à travailler sont équipées de garde-corps. Ces derniers sont composés d'éléments rigides comprenant au moins une barre placée entre 0,90 et 1,10 m au-dessus du plancher de travail, une barre située approximativement à mi-distance et d'une plinthe d'au moins 0,15 m de hauteur au niveau des pieds. De plus, le revêtement du plancher présente une surface antidérapante pour éviter tous risques de chute supplémentaires causée par l'accumulation d'eau et de poussières ou à cause du gel. L'exploitant a dans son règlement intérieur une consigne générale sur le travail en hauteur.

Pour exécuter des travaux en hauteur, l'exploitant pourra également louer des nacelles élévatrices adaptées à la nature des travaux à exécuter.

Il convient également de rappeler que l'exploitant respecte les distances réglementaires et les dispositifs de sécurité en matière d'aménagement des pistes en bordure des fronts de taille.

9.5 Risques d'incendie

Les mesures de lutte contre les incendies sont prises en accord avec les articles 30 à 32 du titre « Règles générales » du RGIE et le livre II de la partie SST du Code du Travail concernant les risques d'incendies.

Les moyens de prévention pour les risques d'incendie sont :

- ✓ Brûlage interdit ;
- ✓ Interdiction de fumer.

Les moyens à la disposition de l'exploitant contre un éventuel sinistre sont :

- ✓ Présence d'extincteurs contrôlés annuellement en nombre suffisant dans chaque engin et dans chaque local (accueil, atelier, bureaux) voir l'annexe 42 ;
- ✓ Mise en place sur le site d'une réserve incendie de 120 m³ d'eau ;
- ✓ Dégagement permanent de l'accès de l'exploitation aux secours aux heures d'ouverture ;
- ✓ Plan de secours incendie présenté en annexe 42 ;
- ✓ Consignes « Conduite à tenir en cas d'accident grave ou mortel » et « Conduite à tenir en cas d'incendie » et affichage des coordonnées téléphoniques des centres de secours dans les locaux du personnel ;
- ✓ Formation du personnel à la lutte contre l'incendie ;
- ✓ Mise à disposition permanente de moyens de communication, et d'intervention en cas de brûlures (téléphones, trousse de premier secours).

L'emplacement du matériel de lutte contre les incendies, les manœuvres à exécuter et les numéros des services de secours (pompiers, services médicaux,...) sont affichés dans le local de pesée et dans le réfectoire.

La voie d'accès sera aménagée de manière à ne constituer aucun obstacle à l'intervention des véhicules de secours.

9.6 Risques d'explosion

Les mesures prises concernant les risques d'explosion sont élaborées conformément au titre « Explosifs » du RGIE.

L'ensemble des dispositions relatives à la conservation, au transport et à la mise en œuvre des produits explosifs, ainsi que la procédure de tir (mise à l'abri du personnel, sonneries d'alarme, délai d'attente réglementaire,...), seront indiquées dans un dossier de prescriptions particulières.

Le personnel de l'entreprise sous-traitante effectuant les tirs, sera titulaire du certificat d'aptitude de préposé aux tirs, d'une habilitation préfectorale et d'un permis de tir.

La carrière dispose de toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des tirs de mines :

- ✓ une autorisation d'utilisation des explosifs dès réception,
- ✓ un certificat d'acquisition de produits explosifs,
- ✓ un registre à jour d'entrée / sortie des explosifs.

9.7 Risques électriques

L'accueil, les locaux du personnel (bureaux, sanitaires), les installations de traitement des matériaux fixes, l'atelier, la station de distribution de carburant et le forage d'eau sont reliés au réseau électrique.

Les engins ainsi que les installations de traitement mobiles travaillant au niveau des fronts d'exploitation ou sur la plateforme de traitement peuvent également être source de risques électriques (présence d'un circuit électrique).

Sur le site, les risques électriques sont prévenus grâce aux dispositions définies dans le livre II de la partie SST du Code du Travail et dans le titre « Electricité » du RGIE :

- ✓ Etablissement d'un dossier de prescriptions ;
- ✓ Les câbles conducteurs et les appareils électriques sont installés en prenant en compte les risques inhérents à l'électricité. Ils présentent un niveau d'isolement et de solidité mécanique approprié à la sécurité du personnel et à la prévention des incendies et explosions ;
- ✓ Des dispositifs de coupure d'urgence, aisément reconnaissables et facilement accessibles, permettent de mettre hors tension rapidement chacune des installations électriques ;
- ✓ Des contrôles sont effectués régulièrement sur les installations électriques ;
- ✓ Le personnel travaillant sur les installations électriques est titulaire des habilitations électriques adaptées aux interventions à réaliser ;
- ✓ En outre, un certain nombre de personnes travaillant sur le site, et notamment les électriciens, reçoivent une formation spécifique sur les premiers soins à apporter aux électrisés.

9.8 Machines et appareils dangereux, équipements de travail

L'installation de traitement des matériaux comprend des aménagements spécifiques destinés à assurer la sécurité du personnel :

- ✓ Des protections passives adaptées sur les équipements travail : protections sur les parties de l'installation présentant des risques d'entraînement ou d'arrachement (ex : aux angles rentrants sur les convoyeurs à bandes) ;
- ✓ Des protections actives adaptées sur les équipements de travail : arrêts d'urgence sur les parties de l'installation présentant des risques (ex : mise en place de câbles d'arrêt d'urgence ou de coups de poing sur les concasseurs et convoyeurs à bandes) ;
- ✓ Des moyens de protection collective (ex : passerelles munies de garde-corps) pour accéder aux différents points d'entretien des appareils.

La consignation des installations (et/ou machine) sera mise en œuvre avant toute opération selon la consigne établie sur le site.

Les appareils de levage et de manutention doivent porter l'indication du poids maximum qu'ils peuvent soulever ou déplacer. Ils sont munis de freins ou toute autre disposition permettant leur immobilisation immédiate. Ils font l'objet de contrôles périodiques visant à s'assurer de leur conformité et de leur bon fonctionnement.

9.9 Risques de noyade

Le risque de noyade apparaît si une personne chute dans l'eau. Ce risque est prévenu par la mise en place de clôtures ou dispositifs équivalent, interdisant ainsi l'accès aux zones dangereuses. Des panneaux avertissant du danger de noyade seront mis en place, et une bouée de sauvetage fixée à une corde sera mise à disposition à proximité des zones concernées.

Ce risque fait l'objet d'une consigne de sécurité.

9.10 Intervention d'entreprises extérieures

L'intervention d'entreprises extérieures est réglementée par le titre I^{er} du Livre V de la partie SST du Code du Travail, complété par le titre « Entreprises extérieures » du RGIE. Les opérations concernant le bâtiment et le génie civil sont régies par le titre III du Livre V de la partie SST du Code du Travail.

Le titre « Entreprises extérieures » du RGIE impose, entre autres dispositions, les mesures suivantes :

- ✓ Déclaration à la DREAL de toutes les entreprises extérieures amenées à intervenir sur le site ;
- ✓ Communication des consignes de sécurité et des dossiers de prescriptions aux personnels des entreprises extérieures appelés à travailler sur le site ;
- ✓ Etablissement d'un plan de prévention ou permis de travail pour les entreprises extérieures.

Par ailleurs, avant le début des travaux, les chefs d'entreprises extérieures font connaître à l'exploitant :

- ✓ La date de leur arrivée ;
- ✓ La durée prévisible de leur intervention ;
- ✓ Le nombre prévisible des personnels affectés ;
- ✓ Le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention ;
- ✓ L'identification des travaux sous-traités et les noms et références des sous-traitants correspondants.

10 SANTE DU PERSONNEL

La santé du personnel est principalement régie par le livre IV « Risques d'expositions particuliers » de la partie SST du Code du Travail.

En application de l'article L.4111-4 du Code du Travail, les dispositions de la partie SST sont complétées ou adaptées par le décret n°2013-797 du 30 août 2013 concernant les poussières, le bruit et les vibrations mécaniques dans les établissements relevant des mines, des carrières et de leurs dépendances. Concernant l'exposition aux rayonnements ionisants, le Code du Travail est complété par le titre « rayonnements ionisants » du RGIE.

10.1 Poussières

La réglementation s'appliquant aux poussières a été modifiée récemment. Elle émane du Code du Travail et du décret n°2013-797 du 30 août 2013.

10.1.1 Poussières totales et alvéolaires sans effet spécifique

Le terme « poussière totale » désigne toute particule solide dont le diamètre aérodynamique est au plus égal à 100 micromètres ou dont la vitesse limite de chute, dans les conditions normales de température, est au plus égale à 0,25 mètre par seconde.

Le terme « poussière alvéolaire » désigne toute poussière susceptible d'atteindre les alvéoles pulmonaires.

D'après le décret n°2013-797 du 30 août 2013, pour le cas spécifique des mines et carrières, la concentration moyenne limite en poussières alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur, évaluée sur une période de huit heures, ne doit pas dépasser 5 mg/m³ d'air en intérieur ou en extérieur.

Les concentrations moyennes en poussières alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur doivent faire l'objet d'un contrôle annuel par un organisme accrédité ou agréé selon l'objet du contrôle, dans des conditions fixées par l'arrêté interministériel du 14 décembre 2013.

Ce contrôle peut ne pas être réalisé lorsque l'évaluation des risques conclut à un risque faible pour la santé et la sécurité des travailleurs et que les mesures de prévention prises sont suffisantes pour réduire ce risque.

10.1.2 Poussières alvéolaires contenant de la silice cristalline

La silice cristalline se retrouve dans l'environnement sous trois formes différentes : le quartz, la tridymite et la cristobalite. Les effets sur la santé de ce minéral peuvent être particulièrement graves et invalidants (notamment la silicose), lorsque celui-ci se retrouve sous forme de poussières dans l'air et qu'il est inhalé par les travailleurs.

En cas de risque d'exposition à la silice cristalline (ou de tout autre agent chimique dangereux identifié dans l'évaluation des risques) pouvant être contenue dans l'atmosphère des lieux de travail, l'employeur procède de façon régulière au mesurage de l'exposition des travailleurs. Concernant l'exposition à la silice cristalline, les mesures doivent être réalisées par un organisme accrédité au moins une fois par an (contrôle technique dans le cas des agents chimiques disposant d'une VLEP) ou lors de tout changement susceptible d'avoir des conséquences néfastes sur l'exposition des travailleurs (articles R.4412-1 et suivants du Code du Travail).

Les Valeurs Limites d'Exposition Professionnelles (VLEP) à ne pas dépasser dans la zone de respiration des travailleurs, concernant les concentrations des agents chimiques présents dans l'atmosphère des lieux de travail, sont définies à l'article R.4412-149 du Code du Travail.

Concernant le risque lié à la silice cristalline pouvant être présente dans les poussières des mines et carrières, les VLEP mesurées par rapport à une période de référence de 8 heures sont les suivantes :

- ✓ Poussières alvéolaires de quartz : VLEP Silice = 0,1 mg/m³ ;
- ✓ Poussières alvéolaires de cristobalite : VLEP Silice = 0,05 mg/ m³ ;
- ✓ Poussières alvéolaires de tridymite : VLEP Silice = 0,05 mg/ m³.

Conformément à l'article R.4412-154 du Code du Travail, lorsque l'évaluation des risques met en évidence la présence simultanée de poussières alvéolaires contenant de la silice cristalline et d'autres poussières alvéolaires non silicogènes, la VLEP correspondant au mélange est fixée par la formule suivante :

$$Cns/Vns + Cq/0,1 + Cc/0,05 + Ct/0,05 \text{ inférieur ou égal à } 1$$

Où : Cns : concentration en poussières alvéolaires non silicogènes en mg/m³, qui correspond à la différence entre la concentration totale des poussières alvéolaires et la somme des concentrations correspondant aux silices cristallines

Vns : valeur limite moyenne de concentration en poussières alvéolaires non silicogènes, en mg/m³, admise sur huit heures, telle que définie par l'article R.4222-10 (5 mg/m³)

Cq : concentration en quartz en mg/m³

Cc : concentration en cristobalite en mg/m³

Ct : concentration en tridymite en mg/m³

Les chiffres de 0,1 et 0,05 représentent les valeurs limites correspondantes, telles que fixées à l'article R. 4412-149

10.1.3 Prévention

Les sources d'émission de poussières tant silicogènes que non silicogènes sont identifiées et des moyens propres à éviter que les poussières ne se répandent dans l'atmosphère des lieux de travail qui se trouvent à l'extérieur sont mis en œuvre. La permanence de ces moyens fait l'objet de vérifications périodiques dont le résultat est reporté dans le document unique d'évaluation prévu par l'article R.4121-1 du Code du Travail et tenu à la disposition de l'agent exerçant les missions d'inspection du travail.

En complément de l'article R.4412-28 du Code du Travail, des mesures de prévention et de protection propres à assurer la protection des travailleurs sont prises immédiatement par l'employeur en cas de dépassement de la valeur limite d'exposition professionnelle fixée à l'article R.4412-154.

Les informations que l'employeur fournit aux travailleurs ainsi qu'au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en application de l'article R.4412-38 du Code du Travail, notamment les informations relatives aux règles de conduite propres à limiter la mise en suspension des poussières dans les lieux de travail, sont rassemblées dans un dossier de prescriptions comportant les documents nécessaires pour communiquer au personnel, de façon pratique et opérationnelle, les instructions qui le concernent.


10.1.4 Dernières mesures de poussières aux postes de travail


Un rapport des mesures de concentration en poussières selon NF X 43-262 rentrant dans le cadre de l'évaluation du risque chimique, a été produit par Pronetec en novembre 2015 sur la carrière de Saint-Laurent. Ce rapport est fourni dans sa totalité en annexe 35. Les mesures ont été réalisées au niveau des deux chargeuses et de la pelle. Les résultats sont présentés dans le tableau suivant :

N°	G.E.H Conducteur engin	Mesures du 16/11/2015	
		C alvéolaire 8h (mg/m ³) VL : 5 25% VL : 1,25	C Quartz 8h (mg/m ³) VLEP 8h : 0,1 10 % VLEP 8h : 0,01
1	Chargeur client / Déstockage	< 0,09	< 0,003
2	Pelle	0,55	< 0,003
3	Chargeur client * (17/11/2015)	< 0,15	< 0,004


Légende :

C alvéolaire 8h = Concentration en poussières alvéolaires sur 8h
(Valeur Limite réglementaire selon R 4222-10 du code du travail et guide UNICEM)

 < 25 % Valeur Limite
Démarche inspirée norme EN 689

 > Valeur Limite

C Quartz 8h = Concentration en Quartz 8h
(Valeur limite d'exposition professionnelle selon décret n°1570-2009 et arrêté du 15 décembre 2009)

 < 10 % VLEP 8h

 > VLEP 8h

GEH : Groupe d'Exposition Homogène

Le rapport conclu comme suit : « Le GEH contrôlé « **Conducteur engin** » présente des concentrations en poussières alvéolaires très faibles (inférieure à 25 % de la Valeur Limite réglementaire selon l'article R 4222-10 du code du travail et le guide de l'UNPG).

Les concentrations en Quartz 8h mesurées (< **0,004 mg/m³**) sont conformes et inférieures au 10 % de la valeur limite d'exposition professionnelle 8h (10 % VLEP 8h : 0,01 mg/m³).

Il conviendra de veiller à la bonne fermeture des portes et fenêtres afin de maintenir ces bonnes conditions d'empoussiérage. »

10.2 Bruit

Les dispositions applicables sont définies au titre III « Prévention des risques d'exposition au bruit » du Livre IV de la partie SST du Code du Travail. Elles concernent les points suivants :

- ✓ Valeurs limites d'exposition professionnelle ;
- ✓ Prévention ;
- ✓ Evaluation des risques ;
- ✓ Mesures et moyens de préventions collectives et individuelles ;
- ✓ Surveillance médicale ;

- ✓ Information et formation du personnel ;
- ✓ Dérogations ;
- ✓ Demandes vérifications et de mesures ;
- ✓ Organismes de mesures.

Conformément au décret n°2013-797 du 30 août 2013, les informations en rapport avec les résultats de l'évaluation des risques dus à l'exposition au bruit sont rassemblées dans un dossier de prescriptions comportant les documents nécessaires pour communiquer au personnel, de façon pratique et opérationnelle, les instructions qui le concernent.

L'arrêté du 19 juillet 2006 précise les conditions de mesurage des niveaux de bruit.

Les valeurs limites d'exposition et les valeurs d'exposition déclenchant une action de prévention sont fixées dans le tableau suivant :

VALEURS D'EXPOSITION	NIVEAU D'EXPOSITION
1° Valeurs limites d'exposition (VLE)	Niveau d'exposition quotidienne au bruit de 87 dB(A) ou niveau de pression acoustique de crête de 140 dB(C)
2° Valeurs d'exposition supérieures déclenchant les actions de prévention suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Signalisation des lieux de travail dépassant les valeurs d'exposition supérieures avec possible délimitation des lieux et limitation d'accès ; ✓ Port obligatoire des protections auditives ; ✓ Surveillance médicale renforcée. 	Niveau d'exposition quotidienne au bruit de 85 dB(A) ou niveau de pression acoustique de crête de 137 dB(C)
3° Valeurs d'exposition inférieures déclenchant les actions de prévention suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise à disposition de protections auditives ; ✓ Examen audiométrique préventif réalisé à la demande du travailleur ou du médecin du travail ; ✓ Information et formation des travailleurs. 	Niveau d'exposition quotidienne au bruit de 80 dB(A) ou niveau de pression acoustique de crête de 135 dB(C)

Pour l'application des valeurs limites d'exposition définies au 1° du tableau ci-dessus, la détermination de l'exposition effective du travailleur au bruit tient compte de l'atténuation assurée par les protecteurs auditifs individuels portés par le travailleur. Les valeurs d'exposition définies aux 2° et 3° de ce même tableau ne prennent pas en compte l'effet de l'utilisation de ces protecteurs.

Les obligations principales à mettre en œuvre contre les risques dus aux bruits sont les suivantes :

- ✓ Des protections auditives doivent être fournies aux personnes évoluant dans les zones où le niveau sonore dépasse la limite d'exposition inférieure ;
- ✓ Le port des protections auditives est obligatoire dans les zones où le niveau sonore dépasse la limite d'exposition supérieure ;
- ✓ Un affichage « port des protections auditives obligatoire » doit être visible en pénétrant dans les zones où le niveau sonore dépasse la valeur d'exposition supérieure ou devant chaque machine.

L'exploitant est tenu d'identifier le personnel soumis à un niveau d'exposition sonore quotidien supérieur ou égal à 80 dB(A) ou à un niveau de pression acoustique de crête, supérieur ou égal à 135 dB(C).

Un rapport des mesures de bruit aux postes de travail, a été produit par Pronetec en novembre 2015 sur la carrière de Saint-Laurent. Ce rapport est fourni dans sa totalité en annexe 35. Les mesures ont été réalisées au niveau des deux chargeuses et de la pelle. Les résultats sont présentés dans le tableau suivant :

Date des mesures : 16 novembre 2015 réalisées par D. ORCHILLER

Postes de travail	Horaires	Type PICB
Chargeur	7h30 - 17h00 avec pause déjeuner de 12h à 13h	/
Pelle	7h30 - 17h00 avec pause déjeuner de 12h à 13h	/

B - Fiche de résultats selon NF S 31-084.

N° capteur	Personnes	Durée effective totale de travail TE heures	Durée de mesurage T heures	Niveau mesuré Laeq,T dB(A)	L*Aeq,TE dB(A)	LEX,8h dB(A)	Résultats du mesurage	
							Lpc : nombre de dépassements de seuil	
							135 dB (C)	140 dB (C)
YB 088	Chargeur	8,5	7,95	78,9	80,4	80,7	3	2
YB 610	Pelle	8,5	7,83	82,5	84,0	84,3	10	0

B – Fiche de résultats / Conformité.

Fonction de travail	n° mesure	Durée (h)	Bruit relevé (hors PICB)				Port PICB (O ou N)	Formation PICB (O ou N)	Bruit effectif avec PICB selon INRS	
			Lex 8h	Seuil	Lpc	Seuil			L'Aex	VLE
Chargeur	YB 088	8,5	80,7	> VAI	142,4	> VLE	Non	Non	/	/
Pelle	YB 610	8,5	84,3	> VAI	138,7	> VAS	Non	Non	/	/

PICB : protecteur individuel contre le bruit.

Lex = "dose" de bruit sur 8h, Lpc= bruit de crête sur la période de mesure.

A noter, que le niveau de crête (Lpc) est relativement important, on peut dire, en se basant sur le SNR 98 (qui est une valeur moyenne en dB(C)), que l'exposition avec PICB est certainement inférieure à la VLE mais en rappelant que, cependant, aucune méthode n'est proposée dans les textes (décret, arrêté et normes) pour déterminer l'exposition effective du travailleur équipé d'un PICB pour les niveaux crête en dB(C) et notamment par l'INRS.

Le rapport de Pronetec conclu comme suit : « L'exposition des 2 salariés, conducteur chargeur et conducteur pelle, est supérieure à la VAI (80 dB). Des Protecteurs Individuels Contre le Bruit (PICB) doivent être mis à disposition pour ces fonctions de travail. »

L'exploitant propose désormais des PICB adaptées au personnel travaillant sur ces postes de travail.

10.3 Vibrations

Les dispositions applicables sont définies au titre IV « Prévention des risques d'exposition aux vibrations mécaniques » du Livre IV de la partie SST du Code du Travail. Elles concernent les points suivants :

- ✓ Principes de prévention ;
- ✓ Valeurs limites d'exposition ;
- ✓ Evaluation des risques ;
- ✓ Mesures et moyens de prévention ;
- ✓ Surveillance médicale ;
- ✓ Information et formation du personnel ;
- ✓ Demandes vérifications et de mesures ;
- ✓ Organismes de mesures.

Conformément au décret n°2013-797 du 30 août 2013, les informations en rapport avec le résultat de l'évaluation des risques dus à l'exposition aux vibrations mécaniques sont rassemblées dans un dossier de prescriptions comportant les documents nécessaires pour communiquer au personnel intéressé, de façon pratique et opérationnelle, les instructions qui le concernent.

L'arrêté du 6 juillet 2005 précise le mode de détermination des paramètres physiques caractérisant l'exposition aux vibrations.

Deux types d'exposition des travailleurs aux vibrations sont distingués :

- ✓ Vibration transmise aux mains et aux bras, une vibration mécanique qui, lorsqu'elle est transmise aux mains et aux bras chez l'homme, entraîne des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, notamment des troubles vasculaires, des lésions ostéo-articulaires ou des troubles neurologiques ou musculaires :
- ✓ Vibration transmise à l'ensemble du corps, une vibration mécanique qui, lorsqu'elle est transmise à l'ensemble du corps, entraîne des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, notamment des lombalgies et des microtraumatismes de la colonne vertébrale.

Les valeurs limites d'exposition et les valeurs d'exposition déclenchant une action de prévention sont fixées dans le tableau suivant :

VALEURS D'EXPOSITION	NIVEAU D'EXPOSITION
Valeurs limites d'exposition	Exposition journalière aux vibrations mécaniques, rapportée à une période de référence de 8 heures : <ul style="list-style-type: none"> ✓ 5 m/s² pour les vibrations aux mains et bras ; ✓ 1,15 m/s² pour les vibrations à l'ensemble du corps.
Valeurs d'exposition déclenchant les actions de prévention suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Programme de mesures techniques ou organisationnelles visant à réduire au minimum l'exposition aux vibrations ; ✓ Surveillance médicale renforcée. 	Exposition journalière aux vibrations mécaniques, rapportée à une période de référence de 8 heures : <ul style="list-style-type: none"> ✓ 2,5 m/s² pour les vibrations aux mains et bras ; ✓ 0,5 m/s² pour les vibrations à l'ensemble du corps.

Les vibrations sont la sixième cause de maladie professionnelle en France. Les effets pathologiques dépendent des fréquences dominantes, de l'amplitude, de la durée de l'exposition, de la posture.

Une évaluation de l'exposition aux vibrations par poste de travail est programmée dans le cadre du plan d'action par la société CALCAIRES DU GARD, pour chaque conducteur d'engins. Dans le cas où les résultats obtenus présenteraient une exposition journalière supérieure aux valeurs minimales d'exposition, des actions seraient déclenchées. Dans ce cas, les postes de travail devront donc faire l'objet de programmes de mesures pour réduire l'exposition aux vibrations et les salariés concernés devront bénéficier d'une surveillance médicale renforcée.

10.4 Rayonnements ionisants

Sans objet, compte tenu de la nature du gisement exploité, des procédés mis en œuvre et des appareils utilisés.

10.5 Risque chimique (autre que poussières alvéolaires siliceuses)

Sans objet, compte tenu de la nature du gisement exploité, des procédés mis en œuvre et des appareils utilisés.

10.6 Risque biologique

Sans objet, compte tenu de la nature du gisement exploité, des procédés mis en œuvre et des appareils utilisés.

10.7 Contrôle et suivi

Le contrôle et le suivi s'appliquent aux sources d'émissions sonores, de vibrations ainsi qu'à la santé du personnel et en particulier à tout risque pouvant toucher les travailleurs identifiés dans l'évaluation des risques notamment l'exposition aux poussières.

L'employeur doit évaluer et, si nécessaire, mesurer les niveaux de vibrations mécaniques et les niveaux sonores auxquels les travailleurs sont exposés. L'évaluation et/ou le mesurage sont planifiés et réalisés par des personnes compétentes à des intervalles appropriés avec le concours, le cas échéant, du service de santé au travail.

En particulier, les niveaux sonores sont mesurés au moins tous les trois ans ou en cas de modification des installations ou des modes de travail.

Dans le cas des mines et carrières, lorsque l'évaluation des risques identifie un risque concernant l'exposition aux poussières, l'exposition des travailleurs aux poussières alvéolaires de l'atmosphère est contrôlée annuellement par un organisme agréé ou accrédité.

En cas de risque d'exposition à la silice cristalline (ou de tout autre agent chimique dangereux identifié dans l'évaluation des risques) pouvant être contenue dans l'atmosphère des lieux de travail, l'employeur procède de façon régulière au mesurage de l'exposition des travailleurs. Concernant l'exposition à la silice cristalline, les mesures doivent être réalisées par un organisme accrédité au moins une fois par an ou lors de tout changement susceptible d'avoir des conséquences néfastes sur l'exposition des travailleurs.

Les résultats des évaluations et mesurages et les rapports de contrôle technique sont communiqués par l'employeur au médecin du travail et au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, aux délégués du personnel. Ils sont tenus à la disposition de l'inspecteur du travail, du médecin inspecteur du travail ainsi que des agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale.

Pour chaque travailleur exposé à un ou plusieurs risques professionnels mentionnés à l'article D. 4161-2 du Code du Travail (parmi lesquels le bruit, les poussières et les vibrations mécaniques), une fiche de prévention des expositions est créée. Elle est communiquée au service de santé au travail qui la transmet au médecin du travail. Elle complète le dossier médical en santé au travail de chaque travailleur. Les travailleurs exposés bénéficient d'une surveillance médicale renforcée.

La fiche est mise à jour lors de toute modification des conditions d'exposition pouvant avoir un impact sur la santé du travailleur.